

# LA PROTECTION DE L'ENFANCE EN DANGER

*Alerte sur la crise du recrutement !*



## LA PROTECTION DE L'ENFANCE EN DANGER

Dans la continuité de ses mobilisations nationales, régionales et locales, la CNAPE souhaite aujourd'hui alerter les pouvoirs publics sur la crise qui touche spécifiquement la protection de l'enfance.

Forte de ses 147 associations et de ses 13 mouvements, la fédération s'appuie sur leur expertise et leur expérience de terrain. Elle se positionne en tant que porte-parole des professionnels et des bénévoles, des enfants et des familles.

A travers une mobilisation collective, sur tout le territoire métropolitain et ultramarin, il s'agit de rendre visibles les invisibles, de faire entendre la voix des travailleurs sociaux, de rappeler aux pouvoirs publics leur responsabilité envers les enfants qu'ils ont pour devoir de protéger.

Face à l'inaction, face au silence, face au mépris, c'est l'heure de la dernière chance. Qu'est-ce que la protection de l'enfance sans associations ? Qu'est-ce qu'une association sans professionnels ? Faut-il attendre qu'un drame survienne pour que les pouvoirs publics ouvrent les yeux ? Notre mission de protection est mise à mal et vient réinterroger la responsabilité politique.

Le risque est là. Le risque est grand.

Plus d'un million de travailleurs sociaux accompagnent les personnes en situation de vulnérabilité et contribuent à la cohésion sociale.

Parmi eux, les professionnels de la protection de l'enfance répondent chaque jour aux besoins d'accompagnement de centaines de milliers d'enfants, adolescents et jeunes en difficulté, et de leur famille. Leur engagement permet de réduire les inégalités de destin et d'offrir des perspectives d'avenir à ceux qui n'ont pas eu la chance de bénéficier d'un environnement familial épanouissant.

La protection de l'enfance souffre d'une crise de recrutement sans précédent, profonde et d'ampleur nationale. Elle touche de plein fouet les associations.

Face à la pénurie de personnels qualifiés, un cercle vicieux est à l'œuvre.

Aujourd'hui, la ligne rouge est franchie. Les associations, à bout de souffle, ne parviennent plus à assurer leurs missions d'accompagnement et de protection dans le respect des besoins et des droits de l'enfant, des exigences de qualité et de sécurité. Qu'il s'agisse du milieu ouvert, de l'accueil familial, des lieux de vie, de l'hébergement collectif, des réponses pénales, toutes les modalités d'intervention sont touchées.

Relancer l'attractivité des métiers de la protection de l'enfance est un défi sociétal majeur qui mérite une réflexion globale et concertée. Des réponses fortes sont attendues pour la reconnaissance, la rémunération, les conditions de travail et la formation des professionnels. À défaut, il est à craindre à terme que les associations, qui assurent une très large part des mesures d'accompagnement et de protection, finissent par se désimpliquer faute de moyens suffisants pour accomplir leurs missions. Sans prise de conscience de ces enjeux, c'est l'avenir de la protection de l'enfance qui est compromis.

Les métiers de la protection de l'enfance n'attirent plus de candidats du fait de la très faible rémunération, de la dégradation des conditions de travail et du peu de reconnaissance accordée aux professionnels.

*In fine*, les enfants et les jeunes en sont les premières victimes, subissant mécaniquement l'allongement des listes d'attente et la dégradation des conditions d'accompagnement et d'accueil.

À défaut de postes pourvus, les établissements et services fonctionnent en sous-effectif et font appel à des professionnels peu qualifiés.

Ces sources de tensions, d'usure professionnelle voire de maltraitances institutionnelles nourrissent des reportages à charge qui ternissent l'image de la protection de l'enfance et participent à ses difficultés de recrutement.

C'est pourquoi la CNAPE appelle à sauver les métiers de l'humain et préconise de :

- ▶ Revaloriser les salaires des professionnels de la protection de l'enfance pour une rémunération juste, décente et équitable.
- ▶ Mettre fin aux inégalités de traitement entre le champ sanitaire, le champ médico-social et le champ social.
- ▶ Améliorer les conditions de travail dans les établissements et services en mobilisant des moyens humains et financiers, en posant des normes d'encadrement et en renforçant le rôle de la médecine du travail.
- ▶ Compenser les contraintes propres au travail socio-éducatif en mobilisant des leviers existants dans d'autres secteurs : accès facilité aux crèches, prise en compte dans le salaire de la « pénibilité », prime d'internat attractive, valorisation du travail le dimanche et les jours fériés, etc.
- ▶ Adapter les formations aux évolutions du travail social et notamment de la protection de l'enfance.
- ▶ Favoriser l'accueil de stagiaires au sein des établissements et services, et développer l'apprentissage pour permettre aux étudiants une confrontation aux réalités de la pratique.
- ▶ Lancer une campagne de communication positive auprès du grand public à l'égard des professionnels de la protection de l'enfance.

# LA PAROLE AUX INVISIBLES

Cliquez sur les tipis pour découvrir leur témoignage



## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice spécialisée dans un service d'AEMO depuis 9 ans. Je touche 1700 euros net. Je travaille pour le juge des enfants. J'ai 32 mesures, soit 32 mineurs, tous en danger. Chaque jour, je vais au domicile de leurs parents, cabossés par la vie, par leur enfance, par la précarité. J'écoute les souffrances, je calme les tensions, les crises. Je dois pallier aux manques de places dans les structures type IME, laissant des enfants chez leurs parents démunis, dans les foyers quand le danger au domicile n'est plus acceptable. J'écris au juge, je remplis les dossiers MDPH, j'appelle les partenaires d'autres structures, je crains la fin de la trêve hivernale et les parents à la rue, je jongle avec les cafards, les poux, les punaises de lit.

Je gagne 1700 euros net. Tout a augmenté, sauf les salaires des éducateurs. Ah si ! 2cts cet été....

Indispensables quand le confinement était là pour continuer à soutenir les familles, veiller à ce que la violence conjugale n'éclate pas derrière les portes fermées... mais nous ne sommes toujours pas considérés. INVISIBLES.

Nathalie

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Éducatrice spécialisée depuis plusieurs années au sein d'un service de protection de l'enfance en milieu ouvert, je tiens à saisir cette opportunité pour adresser mon témoignage dans un contexte professionnel en pleine mutation et dans lequel je ne me retrouve plus.

Nous, travailleurs sociaux, ne sommes pas visibles, peut être peu mobilisés. Néanmoins notre parole a une valeur et nécessite d'être prise en compte. Notre silence pourrait être interprété comme un consentement, une satisfaction face aux orientations données dans le travail social. Pourtant il n'en est rien. Mon silence est la manifestation d'une résignation face à ce que je nomme la surdité institutionnelle qui règne depuis plusieurs années aujourd'hui.

Force est de constater que notre secteur du social se précarise de manière vertigineuse : conditions de travail, délitement des liens professionnels, renforcement d'un sentiment de solitude, surcharge de travail, accompagnement éducatif de piètre qualité.

Aujourd'hui je me sens abandonnée par les pouvoirs publics, par ma structure, lesquels ne parviennent pas à s'appuyer sur les compétences, les savoir-faire et les richesses des travailleurs sociaux. Au contraire, je me sens maintenue à une place d'agent exécutant : les perspectives d'évolution sont quasi nulles par exemple. Je ressens également comme un climat de suspicion voire de mépris permanent lorsque nous sommes force de proposition.

En m'engageant dans les métiers du travail social, j'étais portée par des valeurs et convictions fortes centrées sur l'humain. Cependant, aujourd'hui je ressens fortement la logique d'entreprise qui gangrène ce secteur. Le management agressif aujourd'hui régit nos rapports professionnels : communication dématérialisée, notes de service inattendues ; positionnements institutionnels qui ne tiennent pas compte de l'existant, la logique du plus vite plus efficace, la déperdition d'instance de réflexion collective.

Le silence n'est pas le consentement. La souffrance au travail est réelle, les burn-out se multiplient et ne se mesurent pas au nombre d'arrêts maladies comme il a pu nous être renvoyé, les démissions foisonnent : surcharge de travail qui n'est pas prise en compte ni entendue.

Que dire de nos salaires. La faiblesse de nos salaires ne nous permet pas des conditions de vie décentes eu égard à notre formation, aux responsabilités qui nous incombent, à la surcharge de travail. Diplômée depuis 15 ans, mon salaire est toujours en de   des 2000 euros. Bon nombre de travailleurs sociaux en milieu ouvert fraîchement diplômés vivent dans des situations précaires, de pauvreté parfois, en colocation et n'ont d'autres choix que de s'envoler vers l'internat ou le médico-social (primes) ou des secteurs plus rémunérateurs. Je crois en mon métier, je l'aime aussi mais à quel prix ?

Il est urgent de faire de cette question de revalorisation salariale une priorité sans quoi c'est la désertification de masse qui s'annonce laissant les plus fragiles et les plus vulnérables sur le ban de l'échiquier social.

Bien que je doute que ce témoignage ne change profondément le ton et le style porté à notre secteur du social, je souhaitais tout de même sortir du silence pour porter ma parole.

Katia

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

La crise de recrutement est une crise identitaire des métiers de l'Humain. La pandémie et son traitement par les pouvoirs publics illustrent l'abandon de ce qui fait sens pour le «vivre en société» : le lien social et la nécessaire solidarité envers les plus en difficulté quelle que soit l'origine de leur vulnérabilité.

En appréhendant la santé sous l'angle uniquement sanitaire et non comme le prendre soin (care), le travail social a été rendu invisible, plus grave encore a été abandonné ! Le Ségur de la Santé, avec une vision hospitalo-centrée de la crise a oublié la majeure partie des professionnels du médico-social et du social. Après la prime Covid de 2020, un traitement discriminant des salaires entre secteurs public et privé non lucratif et entre catégories d'emploi, des centaines de milliers de professionnels et tous les bénévoles des associations (près de 80% des politiques publiques dans les domaines du handicap, de la protection de l'enfance, de la prévention, de l'insertion, de la lutte contre la pauvreté, ...) ont la sensation d'être non reconnus voire méprisés.

Cette situation se traduit par des difficultés de recrutement de professionnels qualifiés et de cadres, des arrêts maladies, des démissions et par une baisse inédite des candidats à l'entrée en formation. Il y a urgence à endiguer ce phénomène sinon ce sont des millions de nos concitoyens qui verront la qualité des actions d'aide qui leur sont destinées réduites à néant. Les causes de cette in-attractivité des métiers sont multiples. Cela passe bien sûr par une revalorisation des salaires et des carrières professionnelles mais aussi par une refonte des contenus, des modalités et des voies d'accès à la formation initiale et continue, par une meilleure prise en compte des conditions d'emploi et de la santé au travail.

Didier (14)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice spécialisée en AEMO, diplômée depuis 2011. Je gagne actuellement 1690 euros. J'ai la responsabilité de 28 enfants pour lesquels une mesure de protection a été ordonnée par le Juge des enfants.

Je constate au quotidien les manquements grandissants du système de protection de l'enfance: absence de lieux de placement et ceux disponibles ne sont pas adaptés (séparation des fratries, éloignement géographique important), saturation des services spécifiques (placement à domicile, AEMO renforcée, lieux mère-enfant) qui complexifie nos interventions, manque cruel de services de prévention à tous les niveaux. Aujourd'hui le recours à une technicienne de l'intervention sociale et familiale (TISF) ou à un accueil provisoire est impossible. Certaines familles que j'accompagne auraient besoin d'un soutien renforcé que je ne peux pas leur apporter, ce qui renforce leurs difficultés et met encore plus en danger leurs enfants. Je ne peux aujourd'hui pas assumer mon travail comme je devrais le faire. Je réponds à l'urgence et je reste impuissante face à la détresse des familles.

Il y a urgence à renforcer les moyens de la protection de l'enfance qui n'attire plus les professionnels du fait d'un manque de reconnaissance y compris financier, d'une charge de travail démesurée. La protection de l'enfance doit être une priorité pour garantir la sécurité et le bien-être de tous et l'avenir de nos enfants. Il est essentiel de rappeler que chaque parent peut un jour rencontrer des difficultés avec son enfant, c'est donc un sujet universel.

Aurélié (29)



## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Éducatrice en protection de l'enfance depuis 10 ans, je gagne 1600euros par mois. J'accompagne 32 mineurs et leur famille dans des conditions que je trouve inadmissibles tant pour eux que pour moi. Je suis toujours dans l'urgence et n'arrive plus à prendre du temps pour proposer aux familles un accompagnement adapté et cohérent. Souvent je me demande à quoi bon y croire encore, si c'est pour faire du rafistolage constamment ? Obligée de réfléchir à mes préconisations car il y a des listes d'attente partout. On propose des orientations en sachant pertinemment que les mineurs devront parfois attendre 1 an ou plus pour avoir une prise en charge adaptée à leurs besoins. Inadmissible dans un pays aussi beau que la France d'avoir aussi peu de considération pour les personnes en difficulté et ceux qui les accompagnent !

Delphine

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis professionnelle de la protection de l'enfance depuis trente ans. J'ai occupé tous les postes, milieu ouvert, placement familial, prévention spécialisée, en établissement, en collectivité territoriale... J'ai passé les diplômes de chef en autofinancement, les délais étant tellement longs pour un financement...

Passionnée par mon métier, j'ai quitté un poste de direction pour créer un lieu de vie intergénérationnel basé sur la vie ensemble entre nos jeunes si fragiles et nos séniors pour que chacun puisse garder ou acquérir ses compétences. La présidence de cette association a été tenue pendant des années par une jeune fille issue de la protection de l'enfance et aujourd'hui aide-soignante.

Malheureusement, aujourd'hui, je peine à recruter. Pas de candidat. Des salaires peu attractifs. Nous occupons aujourd'hui, 5 postes à deux...

Comment continuer à assurer des accueils de qualité ? Comment garder la flamme quand nous sommes malmenés par les médias ? Pourtant, je garde la flamme qui m'anime et avec mes collaborateurs nous essayons encore de développer de nouveaux projets.

Une considération de nos autorités serait appréciée.

Florence et Philippe (19)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice spécialisée, diplômée depuis 2014. Je gagne 1575 euros net par mois à temps plein dans un service de protection de l'enfance. Je suis passionnée par mon métier que j'ai choisi mais depuis quelques années, le secteur évolue négativement : manque de reconnaissance, aucune revalorisation des salaires, sous-effectif, charge de travail plus importante... TOUT cela donne des conditions de travail compliquées et épuisantes. La situation devient préoccupante. Nous avons de plus en plus de mal à recruter des travailleurs sociaux qualifiés pour mettre en œuvre nos missions. Le secteur n'intéresse plus !!!

Pendant toute la période COVID, nous avons été sur le terrain !!! Et nous nous sommes restés invisibles dans les médias, auprès du gouvernement !!!! C'est une mise à mort progressive de nos métiers !!!! Alors j'espère que le gouvernement réagira rapidement !!!

Jennifer (04)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Bientôt soixante-cinq ans, fin de parcours, fin de carrière comme on dit et toujours les mêmes questions. Un grand nombre d'ados accueillis dans le Lieu de Vie dont je suis permanent depuis trente ans et toujours la même question : comment font-ils pour parvenir à avancer dans la vie avec ce qu'elle leur a infligé ? Un grand nombre de responsables de service rencontrés (rotation des personnels), des responsables politiques départementaux et nationaux qui se sont succédés et toujours la même question : quand les pouvoirs publics mettront-ils en œuvre une politique de l'enfance ambitieuse et courageuse ?

Un constat général : les personnels des services départementaux restent de moins en moins longtemps en poste. Certains jeunes ont ainsi pu ces dernières années changer de « référent » départemental jusqu'à trois fois au cours de la même année. Dans les institutions le problème est identique avec en plus d'importantes difficultés de recrutement. Les jeunes éducateurs sortant de formation quittent souvent rapidement le métier et pour certains se réorientent. Pourquoi ?

À l'heure où les maltraitances dans les EHPAD sont mises en lumière, il est intéressant de remarquer que les mêmes causes produisent les mêmes effets en protection de l'enfance.

Quand les personnels sont insuffisants en nombre et/ou maltraités (salaires, conditions de travail dégradées, pressions subies), ce sont les usagers qui en pâtissent. Quand le principal moteur des décisions politiques concernant le champ de la prise en charge des humains (travail social, santé, éducation) est le coût de l'action, quand on évalue davantage la conformité aux normes administratives en lieu et place du bien-être de la personne, on va dans le mur et on affiche un mépris de l'humain.

Le prima économique a ses limites et on ne fait pas nation, pour reprendre les termes du président de la République, en ne prenant pas tout le soin nécessaire de ceux qui en ont le plus besoin.

L'enfance et la fin de vie sont logées à la même enseigne, ce sont donc les deux bouts de la vie qui souffrent d'un manque d'ambition politique. L'un montre un investissement insuffisant sur ceux qui seront l'avenir de notre nation, l'autre un mépris de ceux qui ont construit son histoire. Une société qui présente de telles caractéristiques ne peut que mal se porter. Le responsable : l'absence d'engagement public fort en direction des plus faibles.

Christian (46)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice depuis 16 ans, je gagne à peine 1500 euros à temps plein avec une évolution de carrière très faible et basse. Je comprends les difficultés de recrutement et le peu d'engouement des jeunes à se former au travail social.

Ce métier rencontre de plus en plus de difficultés, dans tous les domaines. Il est devenu le synonyme de précarité et de précarisation du travail social !

Il est temps que les pouvoirs publics réagissent !

Caroline (04)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice spécialisée en protection de l'enfance et en milieu ouvert depuis deux ans. Aujourd'hui nous manquons tellement de moyens humains que j'ai plus de 40 enfants en suivi. Notre profession est arborée par des valeurs telles que l'empathie, la tolérance, l'écoute. Nous accompagnons des familles et des enfants afin de rendre la vie de tous meilleure (lorsque c'est possible). Mais comment voulez-vous faire un travail de qualité au regard du nombre de suivi multiplié par le nombre de parents généralement séparés.

Je cours multipliant les visites au bureau et les visites au domicile mais je n'ai pas assez de bras, de tête, de jambes.

Je crie aujourd'hui pour qu'un jour nos conditions de travail soient réévaluées, que le monde ouvre les yeux sur nos métiers, que des professionnels soient embauchés et que nos salaires soient rehaussés à la juste valeur de notre merveilleuse profession !!

Camille (24)

# TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

*Lettre de N. à son éduc,*

Chère C.,

Depuis notre rencontre il y a 18 ans, tu as toujours été là pour moi, pour mon frère, pour nous. Je t'en serai toujours reconnaissante et je ne t'en remercierai jamais assez. Cela m'a beaucoup aidé durant mon enfance et mon adolescence, pour mon bien-être et ma stabilité. Cette bonne entente nous a permis de réaliser beaucoup de choses, d'avancer, de progresser.

Tu as toujours su caler un rendez-vous afin d'échanger, quand le moral n'y était pas, évacuer ma peine parfois. Ces discussions m'ont apporté beaucoup de bien, m'ont permis d'accepter les choses telles qu'elles sont, de voir les choses différemment.

Je n'oublie pas tes cartes, tes dessins, ton soutien, tes félicitations. Je n'oublie pas ton accompagnement lors des entrevues avec le Juge des Enfants, pour les contrats jeune majeur également. Je n'oublie pas ta présence lors de l'enterrement de Maman. Je n'oublie pas toutes les démarches que tu as entreprises pour des aides financières. Ou bien tes démarches comme les rendez-vous constructifs avec Papa pour l'arbre généalogique ainsi que les discussions que tu as pu avoir avec notre entourage quand il y a eu des petits soucis.

Ta si bonne collaboration avec ma famille d'accueil a été essentielle à notre bon développement et à notre épanouissement.

J'ai beaucoup d'admiration pour ton travail et cela m'aidera beaucoup dans mon futur métier et dans la vie de tous les jours. Le non-jugement, la tolérance, le recul nécessaire pour se préserver, le travail en équipe, j'en aurai aussi besoin et j'ai d'ores et déjà compris ce que c'était.

Je te souhaite une très bonne continuation aussi bien sur le plan professionnel que personnel.

Je te fais de gros bisous,

N.

*Réponse de C. à N.,*

Ma chère N.,

Voici déjà quelques années que tu m'as adressé ce courrier, qui m'avait tant émue. Cette lettre, je l'ai gardée précieusement, comme un talisman, elle a trouvé sa place dans mon agenda, année après année. Je la relisais quand il était nécessaire que je retrouve foi en mon métier d'éducatrice. Elle me persuadait que j'avais eu raison, pour toi et ton frère, mais aussi pour tous les enfants que j'ai rencontrés, de travailler comme je le faisais, accordant leur place à vos parents, respectant vos histoires de vie, répondant à vos besoins, pendant les 26 années passées en protection de l'enfance.

Je l'ai aussi partagée cette lettre, avec certains collègues, quand parfois le doute les envahissait.

Non, nous ne travaillons pas pour rien, oui, nos actions professionnelles, nos savoir-faire et savoir être pouvaient infléchir positivement des histoires de vie.

Aujourd'hui tu as concrétisé ton projet professionnel, et tu es infirmière. Avec ton compagnon, vous êtes depuis quelques mois parents d'une jolie petite fille. Tu as su créer ta famille. Et cela m'émeut et me réjouit. J'aime à croire que ma présence, et celle d'autres adultes bienveillants, notamment ta famille d'accueil, aura permis que tu avances plus sereine dans la vie.

Mais je dois te dire qu'aujourd'hui, ma petite N., je renonce à mon métier d'éducatrice. Ce métier, je n'ai pas peur de dire que je l'ai passionnément aimé. Il a tenu dans ma vie une place très importante.

Ce n'était pas juste un boulot. J'ai aimé toutes ces rencontres humaines, j'ai aimé tous ces échanges, j'ai aimé partager des émotions, avec les familles, les enfants, les collègues. Oh bien sûr, tout n'a pas toujours été rose, il y a eu des moments difficiles, des moments de doutes. Mais j'ai aimé lutter de cette manière contre les injustices, et à ma toute petite échelle, contribuer à plus d'humanité, avec humilité et humour.

Mais au fil des années, le contexte professionnel s'est gravement dégradé. Les procédures, les référentiels, les logiciels, les courriels, sont venus alourdir notre quotidien. La pression, le stress, les situations compliquées et l'absence de solutions adaptées faute d'avoir su accompagner les changements en écoutant ce que le terrain peut dire, le désengagement des partenaires également soumis à la baisse de moyens, sont devenus des plaintes récurrentes. Récurrentes mais inaudibles.

Il a fallu continuer, malgré tout, à tenter d'être présente, à essayer de répondre aux demandes, à continuer d'accompagner, de soutenir, à toujours garder le sens du métier, essayer, être là, surtout être là auprès de celles et ceux qui en ont besoin...

Quand, face à la charge de travail exponentielle, à l'impossibilité de récupérer les heures supplémentaires, on nous propose gentiment de faire une journée de télétravail par semaine pour nous protéger des sollicitations, ou de baisser notre niveau d'exigence quant à la qualité de notre travail, ce n'est juste pas possible.

J'ai craqué.

J'avais tenu les derniers mois avec de la chimie : somnifères car j'ai découvert l'insomnie et l'envahissement nocturne de mon cerveau par le travail, et anxiolytiques, pour diminuer le stress. Jusqu'au moment où cela n'a plus été possible et où l'angoisse a pris le dessus, avec son cortège de manifestations physiques : boule dans la gorge, envie de vomir en allant au boulot, envie de pleurer permanente... Jusqu'à l'effondrement et l'arrêt-maladie.

Alors je lâche l'affaire. J'ai beaucoup donné dans ce métier, et beaucoup reçu aussi. Cela restera en moi. J'aurais préféré continuer, jusqu'à la fin de ma carrière. Cela n'aura pas été possible, je suis tombée avant. Tombée d'épuisement, tombée de désarroi.

C'est difficile tu sais de renoncer à cette part d'éduc, qui me constitue. C'est comme devoir m'amputer d'un morceau de moi-même. Mais cette partie a commencé à être malade, et je veux éviter qu'elle contamine le reste de ma personne.

Voilà ma petite N., je garde précieusement tes mots, ce témoignage de ce qui a été. Cela réchauffera toujours mon cœur. Je t'écris cela aujourd'hui et je le partage, pour laisser une trace. Notre travail d'éduc, c'est comme l'encre sympathique : il est invisible de prime abord, mais quand il se révèle au grand jour, il raconte de belles histoires.

Je t'embrasse,

C.



## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Diplômé en 1986, j'ai pu constater la dégradation de notre secteur durant plus de trente ans de vie professionnelle. À quelques années de la retraite, mon salaire n'a pas évolué, depuis une dizaine d'années et en fin de carrière, ma fiche de paie, affiche 2380 euros net...

Nous avons été les oubliés du SEGUR, et malgré le fait que nous avons maintenu notre activité, durant les divers confinements, aucune prime n'est venue valoriser notre investissement auprès des populations les plus fragiles.

Aujourd'hui, notre secteur n'attire plus, que ce soit le salaire de départ et les responsabilités de plus en plus importantes notamment en milieu ouvert.

Difficultés à recruter, remplacer, usure professionnelle, manque de moyens, des situations de plus en plus lourdes à porter et une absence de visibilité et de valorisation de nos métiers.

Malgré les beaux discours tenus il y a peu de choses faites par le gouvernement, l'horizon reste encore très flou et loin d'être engageant pour ceux qui vont arriver dans notre secteur... Qui, un jour, a évoqué la pénibilité de ce travail qui demande engagement et humanité ? Des interrogations qui restent encore sans réponse...

Philippe (04)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Si on faisait ce métier pour l'argent, on ne le ferait pas bien longtemps ... je gagne 1500 euros MAXIMUM, je bosse 2 weekends par mois jusque 22h30 ou à partir de 6h30 ... Je débauche régulièrement à 22h30 ... Je vois plus les enfants du foyer que mon fils, ET ? J'aime ce job ...

Mayek (75)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis secrétaire d'équipe et chaque jour à l'écoute des retours de visites à domicile. J'écoute et j'accompagne les éducateurs (mission, écrits, organisation, réunion, etc.). Depuis quelques années, j'ai pu observer une anxiété croissante, un turnover très important des équipiers, des inquiétudes liées à leurs responsabilités, l'impact psychologique des mesures suivies, la fatigue psychique. Il y a de plus en plus de comptes à rendre, les files d'attente des situations à prendre en charge sont chroniques et longues, plus dégradées, les éducateurs ont du mal à prendre de la distance par rapport aux problématiques, ils rentrent chez eux avec le poids de leur vie professionnelle.

Face à leurs interrogations, leurs sollicitations, je leur apporte une écoute, seul outil à ma disposition au-delà des aspects techniques et matériels. Je ne suis pas formée pour les accompagner psychologiquement mais pourtant, ils sont de plus en plus nombreux à en avoir besoin.

Des éducateurs expérimentés ont dû partir en arrêt maladie, laissant des lettres d'abandon au service, exprimant leur regret que cette porte de sortie s'impose à eux. Notre équipe a doublé, il y a de plus en plus d'écrits à lire, envoyer, les outils sont plus complexes, tout se traite plus vite, le personnel demande plus de soutien, de vérification et de contrôle.

Il faut suivre une cadence qui s'accélère chaque jour, mais sans contrepartie : les salaires ne suivent pas du tout cette évolution. Comment ce schéma peut-il perdurer ?

Angèle (83)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice spécialisée, diplômée depuis 2007 et à ce jour, je gagne 1600euros à temps plein en service d'AEMO, après donc 13 ans d'expérience diplômée plus quelques années en tant que non diplômée.

La responsabilité et la charge de travail dues aux missions que j'exerce en travaillant dans la protection de l'enfance n'est pas du tout en cohérence avec ce salaire qui est souvent inférieur à celui des personnes que j'accompagne, ce qui donne à réfléchir quant à la place laissée aux travailleurs sociaux dans notre société !

Michaëla (04)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

J'ai 46 ans, un DE d'assistant de service social et un CAFERUIS, 25 ans d'expérience. J'exerce dans une MECS du secteur associatif. Je travaille avec 5 éducateurs, 2 surveillants de nuit, une maîtresse de maison. Le turn over est important, les difficultés de recrutement aussi. Nos 3 derniers recrutements concernent des personnes non diplômées.

Les salaires de début de carrière sont trop bas. Ajouter aux contraintes de travail en internat auprès de jeunes en grande difficultés, avec les primes, on arrive péniblement à 1350 euros pour 35 h hebdo. Ensuite, l'évolution des salaires n'est pas à la hauteur de l'exigence de nos missions.

La revalorisation de l'ensemble des salaires est indispensable à l'attractivité de notre secteur et plus particulièrement pour ceux qui entrent dans la profession. Une augmentation des financements pour la formation et la qualification des professionnels est aussi indispensable.

Johann

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis psychologue. J'ai travaillé en CMPP (j'ai cherché 5 ans un emploi pour obtenir un CDD remplacement congé maternité à moins d'une heure de chez moi).

J'y ai travaillé avec des familles et des enfants dont la plupart n'avait rien à faire là.

On nous invite à faire du soin dégradé (en prenant en charge des enfants qui patientent pour avoir leur place en institution psychiatrique notamment).

On nous pousse, on calcule nos «actes» (= nombre d'enfants vus par jour), on nous culpabilise car les enfants que nous voyons en bilan préliminaire ont attendu souvent plus d'un an et demi avant de nous rencontrer. Les enfants sont mis sur liste d'attente après le bilan pour avoir accès à des entretiens psy (ils peuvent attendre encore deux ans).

Quand j'y étais, c'était environ 20 enfants qui attendaient (rien que sur notre secteur) de voir un psychologue. Tout cela pour que l'institution «n'investisse» pas d'argent dans l'emploi d'un psychologue supplémentaire.

Sachant que j'étais payée 1200 euros pour un 80%.

Lucie

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Norme des travailleurs sociaux: 18 familles, 35 enfants par ETP, soit 8 heures par mois par famille pour gérer (rencontres directes avec parents et enfants, réaliser les écrits, participer aux audiences, participer aux synthèses, les temps de trajet, les temps de réflexion, penser les projets, répondre aux urgences). Et aussi, la précarisation des travailleurs sociaux payés 1300 euros net en démarrant.

Jérémy (59)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice spécialisée depuis 2011. J'ai toujours travaillé dans le champ de la protection de l'enfance. Après 7 années en Mecs, je travaille maintenant dans un service d'AEMO renforcée. J'apprécie énormément mon travail et trouve qu'il a une vraie nécessité pour la société... et pourtant aujourd'hui j'en viens à m'interroger sur une reconversion.

Violence, inceste, exclusion, maladie mentale, addiction, précarité, carence, trouble du comportement... tous ces maux qu'on laisse généralement au banc de la société, sont le quotidien d'un éducateur spécialisé. Pouvoir accueillir, comprendre et accompagner ces personnes nécessite une formation initiale solide, de la formation continue régulière et un étayage des professionnels, sans quoi, on se retrouve à proposer des réponses en miroir et donc à n'apporter aucune aide, voire aggraver une situation déjà très détériorée. Ce quotidien de l'éducateur engendre une importante charge mentale qui nécessite d'avoir des conditions de travail et de vie suffisamment confortables pour y faire face avec professionnalisme. Or, aujourd'hui nous ne les avons plus.

D'une part, les salaires sont tellement bas qu'ils précarisent nos situations personnelles.

D'autre part, nos conditions de travail se détériorent : management violent, augmentation du nombre de suivi (dans mon service, l'effectif de chaque éducateur a été multiplié par deux en 10 ans), turn-over dans les équipes, manque de formation...

Enfin la dégradation du secteur juridico-médico-social de manière générale (une justice et des services de PJJ au bord de l'explosion, la pénurie récurrente des familles d'accueil, une psychiatrie moribonde, les établissements médico-sociaux fermés au profit d'une politique de l'inclusion inadaptée pour beaucoup...) nous conduit, bien souvent, à n'avoir rien à proposer aux jeunes que nous accompagnons ou des solutions tellement inappropriées qu'on en vient à se demander si elles ne sont pas responsables de la dégradation de la situation. Ce constat revient à dire que la société n'a rien à proposer à une partie de sa jeunesse, qu'elle ne lui accorde aucune place, la laisse en marge. Cela laisse présager de grandes difficultés à venir... n'oublions pas que les enfants d'aujourd'hui seront les adultes de demain !

Doris (07)



## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Voilà plus d'un an que j'exerce mon métier d'éducatrice en milieu ouvert avec 1394 euros net par mois. Le manque de reconnaissance, de moyens financiers et humains est de plus en plus difficile au quotidien. Les difficultés de recrutement liées au manque de reconnaissance de nos métiers mettent à mal notre accompagnement auprès des enfants et de leur famille. Il faut agir, nous valoriser. Il faut nous respecter et respecter le public accompagné. Nous ne sommes pas des robots, des solutions doivent être trouvées. Il faut améliorer urgemment nos conditions de travail.

Perrine (59)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice en milieu ouvert depuis 2000 et diplômée depuis 1995. J'ai le sentiment qu'au fur et à mesure des années, les situations portées à la connaissance du magistrat sont de plus en plus dégradées alors que les moyens que nous avons se raréfient. Par ailleurs, il nous faut constamment justifier de nos actions avec des questionnaires. Les demandes de placement sont évaluées non plus selon le besoin de l'enfant mais vis-à-vis des places disponibles à l'Aide Sociale à l'Enfance.

J'ai le sentiment que les axes politiques et financiers prédominent sur l'essence même de notre travail: l'intérêt et la protection de l'enfance, ce qui vient heurter mes valeurs et les raisons pour lesquelles j'ai choisi ce métier.

Notre travail n'est nullement valorisé sur le plan financier mais aussi dans la reconnaissance de notre implication, des risques professionnels encourus... Au-delà de la difficulté de recrutement va se poser la question du départ des professionnels investis dans d'autres secteurs.

Il y a urgence à investir dans l'humain et l'enfance.

Elisabeth (59)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

A mon tour, j'apporte ma pierre, mon témoignage. Je suis psychologue clinicienne de formation, soit un bac +5, que j'ai enrichi d'un DU en psychopathologie de l'enfant et de l'adolescent. Toujours dans cette perspective d'offrir une meilleure prise en charge, je me forme en psychotraumatologie.

J'exerce depuis 2003 et malgré tout ça, je gagne 2400 euros net. Je suis profondément résolue de l'importance de pouvoir se battre tous les jours dans la protection de l'enfance, j'y suis très engagée mais ce n'est pas le salaire qui me retient. Au regard de mon niveau d'études, il n'est pas très élevé d'autant plus que derrière tout cela, il y a tous les stages réalisés qui n'ont aucune valeur, pour lesquels je n'ai évidemment rien touché...

Donc aujourd'hui j'estime qu'une hausse de salaire et des échelons de carrière viendraient davantage correspondre à la réalité, à la société actuelle. Et si j'osais rêver, que mes journées d'engagement en stage puissent compter dans le calcul de l'âge de la retraite.

Sabine

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Éducatrice spécialisée, je travaille en protection de l'enfance dans un service de milieu ouvert. Je ne supporte plus que nous soyons les larbins de la paix sociale. Les aides-soignantes gagnent aujourd'hui mieux que nous pour un diplôme inférieur. La hausse de 2 centimes du point est un manque de respect total.

Je ne peux plus admettre que la France refuse de placer des enfants parce qu'ils coûtent cher. J'ai eu à laisser 2 enfants chez eux pendant 4 jours alors que le département avait été informé que la mère avait décompensé et qu'il n'y avait PLUS RIEN À MANGER. On les a laissés sans nourriture à 5 ans et 7 ans en France !!!!!

Aujourd'hui la France maltraite des professionnels autant que les enfants confiés.

Il faut des moyens décents car je rappelle que l'égalité figure en 2<sup>ème</sup> place de notre devise et ces enfants et les travailleurs méritent plus de justice et de considération.

Elodie (27)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Nous sommes très seuls en cas de difficultés... Nous devons constamment démontrer que les objectifs sont atteints... et ce toujours à moindre coût.... Une déshumanisation totale de la protection de l'enfance, très loin des deux grands axes de la loi du 14 mars 2016....

(86)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Monitrice éducatrice puis éducatrice spécialisée dans la protection de l'enfance durant presque 30 ans, je vois qu'il y a peu d'évolution sur le terrain pour faire reconnaître ce métier de l'humain difficile où l'on se heurte aux émotions vives des enfants placés. On est le réceptacle de ces émotions et pas assez formés à les recevoir. Les formations devraient préparer à cela. Dans mon parcours, quand je rencontre des stagiaires, je précise la nécessité d'être au clair avec son parcours de vie pour pouvoir s'occuper des autres. Un psychologue doit faire une psychothérapie pour mieux travailler, un éducateur devrait aussi pour être mieux armé dans son travail. Dans mon parcours, je me suis fait cracher dessus par une jeune de 11 ans, les insultes en permanence, une autre a rayé ma voiture personnelle, une autre encore m'a volé les clés de ma voiture, est-ce que ça donne envie de faire ce métier ?

Ce qui se passe dans les établissements, c'est aussi le peu de moyens pour s'occuper des enfants présentant des troubles psychiques importants et ce sont ceux qui restent 24h/24. Les directions pensent que les éducateurs vont tenir, travailler jusqu'à 21h ou pendant 13h d'affilée. Les éducateurs ne restent pas aujourd'hui car comme pour tous ces métiers (infirmières, éducateurs, etc.) on se heurte à la souffrance des gens en permanence et il est difficile de résister à l'épuisement. Alors si le métier n'est pas valorisé tant financièrement et avec des moyens institutionnels, il restera non attractif.

Les formations d'éducateurs n'ont plus le vent en poupe. Il faut travailler le soir, les WE. Les nuits sont couchées alors si vous récupérez une jeune à 3h du matin en fugue, vous n'êtes pas payés !!!

Dernièrement, j'ai travaillé à domicile dans un service d'accompagnement familial. C'est très dur de croiser la misère humaine, sociale, affective. L'infirmière, même si c'est difficile, a des gestes de soins à faire. L'éducateur est dans le nursing et la réflexion en permanence, il travaille avec sa propre conception de l'éducation.

Dans le poste que j'occupe actuellement, les gens ne savent plus où se diriger pour avoir un interlocuteur : une assistante sociale pour l'aide aux papiers par exemple. Comme si tout partait à «volé». On compte sur les autres pour aider et si les gens sont seuls sur qui peuvent-ils compter ?

Il n'y a plus de médecins pour répondre et prendre le temps pour leurs patients et qui ne prennent pas de nouveaux patients...

C'est le secteur social, médico-social et médical qui est en crise.

Les pouvoirs publics ne prennent pas la mesure de cela et aujourd'hui les établissements ferment des unités le WE et les familles monoparentales se retrouvent avec leur fils adulte handicapé au domicile sans aide humaine. Alors c'est bien, on fait des plateformes, des lieux d'écoute qui permettent aux gens de parler sans solution possible pour les aider. Ça ne remplace pas le besoin de rencontrer l'humain.

Aujourd'hui le métier, c'est une vocation et je comprends les jeunes qui ne souhaitent plus se prendre la tête avec ce don de soi dans ce métier.

Tout le monde se défausse, chacun tire la couverture à soi, et les directions ne se battent pas pour obtenir des moyens. Par exemple, quand un enfant va mal, l'éduc va y arriver, pas la peine d'appeler les pompiers. Si l'éduc n'y arrive pas parce qu'il n'est pas formé ou parce que le comportement de l'enfant relève du psychiatrique, la culpabilité retombe sur le professionnel qui a, pour lui, échoué car il n'a pas su calmer l'enfant.

C'est bien les reportages qui critiquent les institutions et c'est la réalité de ce que peuvent un minimum les professionnels: les jeunes arrivent dans des situations catastrophiques car on laisse à tout prix l'enfant dans son univers familial aujourd'hui... A quel prix ! les juges sont frileux à placer, les enquêtes sociales ne sont pas assez fréquentes.

Les gendarmes ne font plus la loi...et cela depuis longtemps. Il y a de cela 25 ans, des gendarmes ont appelé les éducateurs de mon service car ils n'arrivaient plus à gérer les ados qu'ils avaient récupérés de fugue, parce que les éducateurs vont mieux y arriver? on marche sur la tête!

L'univers familial pratique l'éducation positive, derrière cela c'est des parents qui comprennent mal les choses. C'est une génération d'enfants sans frustration que l'on crée. Il suffit de regarder les publicités où les enfants disputent leurs parents où le discours est à «vos enfants commandent».

Alors voilà, aujourd'hui, je suis satisfaite de ne plus travailler sur le terrain de la protection de l'enfance, car j'ai été usée par cette vocation et je n'encourage pas les jeunes à faire ce métier. Je ne décourage pas ceux qui veulent le faire mais je les guide pour ne pas être impacté par le système.

Claire (01)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

En 2011, Bastien, 3 ans, est mort, tué dans une machine à laver. Au début de ma carrière, je vous aurais dit mais comment cela a-t-il pu être possible !!!!! 20 ans plus tard, ça ne me surprend plus ! Exit la prévention primaire et secondaire, la prévention administrative ne prévient plus, quant à la protection, elle ne protège plus... j'ai le sentiment que la protection de l'enfance est devenue une variable d'ajustement... l'absence d'outils, de moyens (oui oui on ne fait pas d'OPP le vendredi soir... ou attendre près de 10 mois une famille d'accueil qui ne vient jamais pour relayer des parents débordés, épuisés, démunis, nous mène à l'épuisement! Comment accepter l'inacceptable! jamais! mais ce putain de système détruit peu à peu les professionnels de terrain qui sont pourtant si précieux... voilà le quotidien du terrain!!!! La protection ne protège plus la prévention ne prévient plus... sans compter la disparité qui existe d'un département à l'autre! Il devient urgent que la protection administrative et judiciaire soient des missions qui reviennent dans le giron de l'état... pour plus d'équité et pour des moyens à la hauteur des ambitions et des feuilles de route de notre ministère de tutelle !

Domi



## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis monitrice éducatrice en MECS depuis près de 10 ans. J'ai vu mes conditions de travail et surtout les conditions de prise en charge des usagers se dégrader depuis quelques années.

Nous sommes désormais dirigés par des techniciens qui n'ont aucune idée du travail de terrain et ne parlent que de chiffres. La forme prend le pas sur le fond.

Mon salaire n'est pas à la hauteur du service que je rends à la société. Aucune revalorisation de ce dernier suite à la crise Covid alors que je viens travailler en prenant des risques.

Je souhaiterais que nos salaires soient attractifs afin de pérenniser les professionnels. Mais également qu'on embauche des personnes avec expérience de terrain en tant que cadres et qu'on nous donne les moyens humains et matériels d'y croire encore. Bref, retrouver les conditions de travail qui m'ont motivées à embrasser cette carrière.

Noémie

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je me réjouis de constater votre soutien et la force de votre cri d'alarme. Les deux dernières années ont été denses, et laissent des traces importantes dans l'état des lieux des équipes et des relations interprofessionnelles.

Vous aurez sans doute de nombreux témoignages d'éducateurs (j'y adjoins les maîtresses de maison, les personnels administratifs et techniques, les cadres et directeurs qui ont aussi été à pied d'œuvre pendant la crise et sans répit), qui ont tenu leur rôle malgré les difficultés et les incertitudes... Mais le sens de mon message est d'attirer votre attention sur des personnels peut-être encore moins visibles et rarement mis en lumière sur la scène publique.

Les psychologues ont contribué à contenir les angoisses importantes et leurs effets comportementaux dans les lieux d'accueil ces derniers mois, tout comme ils ont soutenu les différents intervenants dans leur institution respective, en individuel comme dans les collectifs de travail. Leur position est souvent fragile et parfois mal reconnue mais leur rôle est essentiel pour amener à prendre en considération l'impact des traumatismes vécus par les enfants placés, et pour favoriser la prise de recul des intervenants dans les contre transferts complexes que ces accompagnements peuvent générer.

Aujourd'hui et demain, ils poursuivront leur soutien aux dynamiques d'équipe et contribueront à refaire des liens là où ils ont été dégradés.

Je souhaiterais juste avec ces quelques mots souligner la spécificité de cette pratique « discrète » mais essentielle et j'espère que ces professionnels ne seront pas les oubliés de cette demande de valorisation légitime.

Céline (09)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis assistante familiale. Nous travaillons h24 et 7 jours/7. Sans même le droit à 1 week-end de repos par mois. Aucune reconnaissance de notre profession et de notre statut. Nous sommes les invisibles de la protection de l'enfance. L'indemnité journalière à 13,90 euros/enfant et parfois moins selon les départements, alors qu'il en coûte au bas mot 25 euros/jour. Travail d'équipe inexistant. Précarité de l'emploi, aucune protection fonctionnelle. Après 15 ans de travail, je baisse les bras. Notre profession va disparaître... où iront les enfants... nos enfants !!!

Anne (26)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice en AEMO et suis indignée du silence du gouvernement quant au fait que mes collègues et moi manifestons depuis le 7 décembre 2021, et jusqu'à ce 1<sup>er</sup> février 2022, partout en France, pour un salaire plus digne et des conditions de travail décentes. Le silence du gouvernement face à nos revendications est irrespectueux. Des améliorations massives sont demandées dans nos secteurs.

Maud (69)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Assistante sociale depuis 30 ans, au max de mon évolution de carrière. J'ai travaillé en secteur et j'ai fui dès que ce secteur est devenu maltraitant avec le public (accueil/accompagnement).

A présent en aide éducative avec des horaires atypiques et des semaines à 50h, soutenir les collègues du placement. Entant que représentant du personnel, j'ai l'impression d'être méprisée lorsque je suis au contact DGS qui ose me dire qu'il n'y aura ni récupération, ni augmentation car nous sommes cadre A ! mais avec un salaire de B ! tant pis, pour mes jeunes j'essaie de tenir le coup mais combien de temps. Nos chefs sont en burn out et pourtant elles sont super mais y a-t-il besoin d'autant de chef quand on voit le dysfonctionnement ? peut-être que plus de travailleurs sociaux de base permettrait de mieux travailler et de baisser nos portefeuilles...

Christina (71)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducateur. Je suis confronté à des sentiments parallèles. J'adore pratiquer mon métier auprès des personnes en difficulté, mais je ne me retrouve pas dans les valeurs institutionnelles. Dans l'essence même de mon métier, je prône le travail et la qualité du lien, avec les enfants, avec les parents, la relation de confiance et de bienveillance. Aujourd'hui, nos administrations demandent des résultats, des tableaux, du rendement, qu'importe ce lien. Vous l'aurez compris, un clivage et des valeurs différentes : celles du terrain et celles des bureaux. Si l'un ne va pas sans l'autre, force est de constater qu'aujourd'hui, j'ai l'impression de ne servir qu'à créer des statistiques, des schémas, des tableaux. Mon travail est chiffré, rentabilisé. Pour qui ? Pour quoi ? Je n'en ai cure. Je suis pressé jusqu'à la moelle. Mon temps est un objet que je dois optimiser pour réaliser du profit. Je ne me sens pas éducateur, mais opérateur. Opérateur d'un système qui a besoin de pions pour répondre à une commande sociale où le lien n'a finalement qu'une infime importance. Je suis un service, je suis un consommable, que l'on jettera quand on aura fini d'aspirer l'âme de mon identité professionnelle. Je n'ai pas choisi de faire éducateur pour cela. Je ne veux pas cautionner ça. Je demande simplement qu'on me laisse faire mon travail, accompagner les familles par le biais du lien qu'on tant lui aussi à sucer jusqu'à la moelle...

Pierre (19)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis en cours de validation du Diplôme d'État d'Éducateur Spécialisé, et j'ai démissionné de mon poste il y a un mois, après un an et demi passé dans un foyer de protection de l'enfance à moindre coût pour accompagner des mineurs non accompagnés, notre association recevant 70 euros/jeune/jour, contre 150 euros/jeune/jour dans une MECS. J'ai été embauché sans expérience dans l'ASE et sans qualification, et n'ai reçu aucune formation durant un an et demi, tout en occupant un poste d'éducateur spécialisé titulaire, référent de plusieurs jeunes, et devant gérer tout au même titre que mes collègues. Le week-end, je suis seul sur site avec les 25 jeunes. Le bâtiment collectif est une colocation de 17 jeunes entre 14 et 19 ans qui cohabitent dans des anciens locaux de gendarmerie inadaptés à notre fonctionnement collectif (notamment une cuisine minuscule pour les 17 jeunes qui cuisinent au même moment) : les tensions et conflits sont quotidiens, et la violence et l'insécurité sont courantes. Seul sur le service, je ne suis pas toujours en mesure de tenir le cadre ou d'assurer la sécurité des jeunes. Plus le temps passe, moins il y a de monde aux recrutements : en un an et demi, l'équipe du départ a été quasiment complètement renouvelée, et l'équipe est de plus en plus non-qualifiée et inexpérimentée, pour accompagner des jeunes qui ont des troubles psychiques et des troubles du comportement. Le planning étant à flux tendu, chaque absence de l'un.e de nous doit être remplacée... mais nous ne trouvons pas de remplaçant.es, et encore moins de remplaçant.es qualifié.es et qui connaissent le foyer et les jeunes. Ma pause journalière n'est pas payée, alors même que je n'ai même pas le temps et l'espace de prendre cette pause. Je n'ai pas toujours le temps et l'espace de prendre mon repas, bien que je travaille sur des horaires d'internat. Je perds des heures de travail en intendance et en entretien des locaux : nous n'avons en effet pas les moyens d'avoir d'agent technique ou de maîtresse de maison, la tâche revient donc aux éducateurs. Mon travail consiste à faire systématiquement tout en même temps : au même moment je suis censé remplir un dossier d'inscription avec l'un, surveiller la cuisine d'un œil, faire le ménage avec l'autre, les devoirs avec le troisième, être en conflit avec le quatrième, répondre aux questions santé du cinquième ; tout cela au détriment d'un accompagnement individualisé, construit et pertinent. L'équipe va mal et les jeunes vont mal. Faut-il attendre que tous les professionnel.les soient en arrêt maladie et tous nos jeunes à l'hôpital psychiatrique ou en prison pour réagir ? Plus que de l'augmentation de mon salaire, j'ai besoin que les mêmes moyens financiers et humains soient alloués aux structures accueillant les MNA que ceux alloués aux MECS classiques, afin de garantir des conditions de fonctionnement du service qui permettent à l'accompagnement d'avoir un sens, et qui me permettent de rester en bonne santé physique et mentale.

Ronan (35)

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis assistante sociale dans un service d'AEMO, je gagne 1350 euros par mois après une formation post bac de 3 ans. Depuis mon arrivée, la moitié de mes collègues passionnées ont démissionné et/ou ont fait des burn-out.

Notre charge mentale en lien avec le travail est présente 24h/24h. Nous portons la responsabilité de protéger les enfants qui se trouvent en danger dans leurs familles puisque nous pensons à eux même en rentrant à notre domicile. Comment va se passer ce week-end pour ce petit garçon chez son père violent ? Est-ce que la mère de cette adolescente va s'alcooliser pendant son droit de garde ? Et tant d'autres questions...

Pourtant, lorsque nous demandons à les protéger en lieu neutre (placement), cette décision peut intervenir plusieurs mois voir années après la décision du Juge des Enfants, faute de places et de moyens. Et qui continue à aller voir ces enfants et à constater leur situation de danger et sa dégradation sans pouvoir rien faire ? Nous, les travailleurs sociaux, les invisibles, les petites mains que personne ne veut voir puisqu'on nous répète souvent « *je ne voudrais pas faire ton métier.* »

La situation est tellement catastrophique dans les foyers institutionnels que nous venons à nous demander quelle est la solution « la moins pire » pour les enfants.

Les travailleurs sociaux et les enfants en danger sont invisibles car la société ne veut pas entendre leurs histoires douloureuses et traumatiques. Il faudra attendre combien de drames ? Combien d'enfants décédés faute de places en institution ? Nous demandons en priorité des moyens financiers et humains, pour accompagner dignement les enfants et leurs familles. Ouvrez les yeux. Reconnaissez nous.

Flavie



## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis travailleur social dans une ADEPAPE (Association Départementale d'Entraide des Personnes Accueillies en Protection de l'Enfance) et dans le cadre de mes missions, je reçois et j'accompagne des personnes après leur passage par les services de Protection de l'Enfance, donc souvent sans étayage familial et carencés.

Et je remarque que malheureusement les MECS essentiellement n'ont pas les moyens suffisants (temps, argent, recrutement, turn-over des éducateurs...) pour amener les jeunes vers une autonomie pérenne. Ces structures sont poussées de plus en plus vers une obligation de résultat : à la sortie de leur établissement, le jeune doit être autonome. Mais cette autonomie est toute relative et rarement durable (fin de Garantie Jeune ou de contrat d'apprentissage imminente, fin de validité de titre de séjour dans les 6 mois, cumul des deux...).

Ici, nous pensons qu'il faut pouvoir adapter la durée de l'accompagnement (CJM) jusqu'à l'acquisition d'une autonomie durable et pas seulement financière (comment renouveler mon titre de séjour ? comment faire une demande de logement social ? A quelles aides puis-je prétendre ? Où puis-je m'adresser si je suis en difficulté ?...). Et cela passe sans doute par l'allongement jusqu'à 25 ans de la possibilité de CJM.

A 18 ans et même à 21 ans, rares sont ceux qui n'ont plus besoin d'accompagnement global, d'autant plus après avoir traversé les épreuves qu'ils ont traversées (placements multiples, carences affectives, défaillance familiale, violences, parcours migratoire...).

Anne-Lise

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Je suis éducatrice spécialisée depuis 5 ans suite à une reconversion. Malgré une grande motivation et un projet de vie lié à l'éducation spécialisée depuis toujours, le secteur est en déperdition et les moyens pour effectuer nos missions s'effondrent. Souhaitant créer un lieu de Vie, je ne compte pas sur les instances dirigeantes pour redonner du sens à nos métiers mais pour déjà valoriser les professionnels, reconnaître les enjeux sociaux mais surtout dans l'intérêt des personnes accompagnées.

Laure

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

Nous constatons une forte baisse des candidatures sur les postes éducatifs. Il nous arrive désormais de plus en plus régulièrement de ne recevoir aucune candidature et ce, quel que soit le type de dispositif ou la région. Le problème est national.

Cette situation oblige aux recrutements désormais habituels de personnel non qualifié avec le risque que cela induit dans la prise en charge. Le besoin d'intégration et d'accompagnement pour faire monter en compétences ces professionnels est accru ; or, le flux tendu généré par les postes vacants et les difficultés de recrutement évoquées ne permet pas de dégager le temps suffisant.

Dans ce cercle « non vertueux », nos professionnels s'épuisent, les risques psychosociaux sont en hausse ce qui a des effets évidents sur la qualité de l'accompagnement.

Lorsque nous recevons des candidatures de professionnels qualifiés, ils déclinent fréquemment nos propositions et se tournent vers des employeurs qui rémunèrent davantage, vers l'intérim ou les CDD. La concurrence entre les acteurs est de plus en plus grande générant des disparités et des situations salariales incohérentes.

Pour continuer à assurer notre mission éducative, il y a urgence à :

- Revaloriser les grilles salariales des métiers du travail social
- Aller vers une convention collective unique au niveau de la branche
- Sortir d'une simple logique diplôme/ancienneté pour valoriser les compétences et créer des parcours professionnels
- Rendre visible auprès du grand public l'utilité des métiers du travail social
- Finaliser la réforme des diplômes du travail social en cohérence avec la refonte des conventions collectives.

L'équipe RH Groupe SOS Jeunesse

## TÉMOIGNAGE DE TERRAIN

L'Action Educative en Milieu Ouvert a longtemps été une intervention plébiscitée par les professionnels du champ de la Protection de l'Enfance. Ces derniers ne pouvaient s'y engager qu'à condition d'avoir déjà acquis une expérience dans le secteur social ou médico-social bien souvent.

Cette époque est désormais révolue au regard de notre réalité dans l'Eure. En effet, l'accueil de jeunes professionnels est depuis un moment largement répandu. Au-delà de cet aspect nous sommes désormais confrontés à des vacances de poste aussi bien sur les fonctions de travailleur social que de psychologue.

Ainsi il nous a fallu, sur le territoire de Bernay, près de 18 mois pour pourvoir à un poste de travailleur social en CDD, situation toute nouvelle pour notre service. La précarité du poste peut expliquer le phénomène mais force est de constater que les difficultés sont aussi présentes pour le remplacement de salariées en congés maternité. Ainsi parmi les 4 professionnels de notre service (dont 3 à Evreux) qui se sont absentes pour cette raison en 2021 seule l'une d'entre elles a été remplacée intégralement durant son congé, une autre l'a été pour une durée de 2 mois mais pour le reste aucune candidature n'a été reçue.

Cette situation a eu pour effet de mobiliser les autres collègues pour prendre le relais. Les familles du territoire d'Evreux ont donc dû composer avec cette instabilité qui les a conduits à avoir de multiples interlocuteurs. La carence provoquée en termes de professionnels a allongé de façon notable le délai d'ouverture pour certaines mesures allant de 4,5 à Evreux jusqu'à près de 10 mois à Bernay. Autant de temps pendant lequel la protection des enfants n'est pas assurée. Pour le poste de psychologue alors qu'il y a 3 ans nous pouvions dénombrer jusqu'à une vingtaine de candidatures lors d'une offre d'emploi, en 2021 nous n'en avons reçu que 6. Le poste est donc resté vacant 7 mois.

Il devient urgent de s'intéresser aux moyens alloués à nos services pour réaliser une mission éminemment primordiale qui nécessite d'être davantage reconnue et valorisée.

Georges



# LA CNAPE EN UN REGARD

Créée en 1948, la CNAPE est une **fédération nationale d'associations** qui accompagnent et accueillent les enfants, adolescents et jeunes adultes en difficulté. Son action s'inscrit dans le respect de la Convention internationale des droits de l'enfant et dans le cadre des politiques publiques relatives à l'enfance et à la jeunesse.

Les **champs d'intervention de la CNAPE** concernent la prévention, la protection de l'enfance, la justice pénale des mineurs, l'enfance et la jeunesse en situation de handicap et de vulnérabilité, la jeunesse confrontée à des difficultés d'insertion. Ils portent également sur l'environnement des enfants et des jeunes qui peut influencer sur leur développement et leur bien-être, comme par exemple, l'accompagnement des familles.

Représentée sur le territoire, tant métropolitain qu'ultramarin, par ses **18 délégations régionales**, la CNAPE constitue un ensemble associatif dynamique et engagé. Elle s'appuie sur un réseau de **147 associations**, **13 fédérations et mouvements**, **1 association nationale d'usagers** et **des adhérents individuels**. Ce sont près de 8 000 bénévoles et 28 000 professionnels qui accompagnent et accueillent chaque année plus de 250 000 enfants, adolescents et jeunes adultes.

Se référant à l'expérience et au savoir-faire de ses membres, la CNAPE est leur porte-parole et les représente auprès des pouvoirs publics. **Force de propositions**, elle s'engage activement dans le débat public.

La CNAPE est reconnue d'utilité publique par décret du 17 septembre 1982.

■ **CNAPE HAUTS-DE-FRANCE**

Tél. : 03 20 16 28 72  
Email : f.lemaire@cnape.fr

■ **CNAPE GRAND-EST**

■ **CNAPE CHAMPAGNE-ARDENNE**

Tél : 03 26 79 85 60  
Email : p.colautti@cnape.fr

■ **CNAPE LORRAINE**

Tél.: 06 77 95 71 65  
Email : j.lepetit@cnape.fr

■ **CNAPE ALSACE**

Tél. : 03 88 43 02 50  
Email : r.bandol@cnape.fr

■ **CNAPE BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ**

Tél. : 03 85 90 05 90  
Email : c.geoffray@cnape.fr

■ **CNAPE AUVERGNE-  
RHÔNE-ALPES**

Tél. : 06 70 72 19 88  
Email : c.dely@cnape.fr

■ **CNAPE PROVENCE-  
ALPES-CÔTE D'AZUR**

Tél. : 04 92 36 71 71  
Email : d.scano@cnape.fr

■ **CNAPE OCCITANIE**

■ **CNAPE LANGUEDOC-ROUSSILLON**

Tél. : 04 67 49 87 00  
Email : n.greffeuille@cnape.fr

■ **CNAPE MIDI-PYRÉNÉES**

Tél. : 05 63 21 12 12  
Email : jl.losson@cnape.fr

■ **CNAPE ARIÈGE**

Email : s.laurio@cnape.fr

■ **CNAPE HAUTE-GARONNE  
ET TARN-ET-GARONNE**

Email : l.vayssettes@cnape.fr

■ **CNAPE TARN**

Email : n.maigne@cnape.fr

■ **CNAPE NOUVELLE-AQUITAINE**

■ **CNAPE AQUITAINE**

Tél. : 05 57 81 78 20  
Email : s.dechassey@cnape.fr

■ **CNAPE LIMOUSIN-  
POITOU-CHARENTES**

Tél. : 05 55 88 91 00  
Email : c.somnard@cnape.fr

■ **CNAPE PAYS-DE-LA-LOIRE**

Tél. : 02 41 68 65 60  
Email : n.ferrier@cnape.fr

■ **CNAPE BRETAGNE**

Tél. : 02 99 51 69 00  
Email : e.panis@cnape.fr

■ **CNAPE NORMANDIE**

Tél. : 02 32 39 79 60  
Email : jp.mahier@cnape.fr

■ **CNAPE CENTRE-VAL DE LOIRE**

Tél. : 02 54 34 19 26  
Email : n.boigeaud@cnape.fr

■ **CNAPE ILE-DE-FRANCE**

Tél. : 01 41 92 96 02  
Email : k.mouala@cnape.fr

■ **CNAPE ANTILLES-GUYANE**

Tél. : 05 90 81 24 07  
Email : f.bhiki@cnape.fr

■ **CNAPE OCÉAN INDIEN**

Tél. : 02 69 61 64 00  
Email : d.mhoumadi@cnape .fr



**CNAPE** - 118, rue du Château des Rentiers 75 013 Paris - **Tél.** 01 45 83 50 60 - **E-mail :** [contact@cnape.fr](mailto:contact@cnape.fr)

[www.cnape.fr](http://www.cnape.fr)